

Abbecourt pause pipi royale

La mairie d'Abbecourt a été saisie d'une demande curieuse en cette fin septembre : un groupe de cyclistes anglais, relevant d'un organisme de bienfaisance et travaillant tous chez Universal Music, a organisé une balade en vélo de Londres à Paris, afin de collecter des fonds pour un organisme d'aide aux victimes du terrorisme. Un couple d'employés de Universal a trouvé la mort dans l'attaque du Bataclan, d'où cette initiative, à laquelle s'est rallié Eddy Seigneur grand nom du cyclisme Français dans les années 90. Seulement voilà, le groupe cherchait un lieu pour pouvoir faire une pause, et soulager les vessies des participants. Nick Hammer, l'organisateur a donc contacté diverses municipalités, dont Abbecourt ou le maire Jean Jacques Antheaume a bien voulu mettre à disposition des cyclorandonneurs les toilettes de la mairie, qui furent fort appréciées par les 40 participants.



//// contact@lobservateurdebeauvais.fr //// www.lobservateurdebeauvais.fr

Noaillais : l'accueil des migrants interpelle les maires

En présence de Karlen Bernard, commandant de la brigade de Noailles, les maires du canton de Noailles (ancienne formule), ont échangé sur de nombreux sujets, et notamment sur l'opération "Voisins vigilants" mais aussi sur les sollicitations de la préfecture pour l'accueil de migrants.

L'un des principaux sujets de la réunion de l'association des maires du canton de Noailles (ancienne formule) était la présentation de Karlen Bernard, la nouvelle lieutenant nommée à la tête de la brigade de gendarmerie de Noailles. Les communes de Cauvigny, Le Coudray, Abbecourt, La Neuville d'Aumont, La Chapelle St-Pierre, Laboissière, Berthecourt, Uilly St Georges, Ponchon, St Sulpice, Ste Geneviève, Noailles, Morte-fontaine en Thelle, Silly-Tillard, Novillers les Cailloux, étaient représentées, soit par leurs maires, soit par leurs adjoints, et l'on notait la présence de Jean-François Mancel, député et d'Alain Vasselle, sénateur.

Lors de son intervention, Karlen Bernard a revendiqué une origine rurale qui lui permet de bien connaître ce milieu, et ses premières impressions de l'Oise, département qu'elle ne connaissait absolument pas,

lui semblent très positives. Parmi les sujets évoqués, profitant de la présence du lieutenant Karlen Bernard, nombre de questions ont porté sur la sécurité.

La sécurité, la priorité

Le principe des « voisins vigilants » fait l'objet d'une demande de précision de nombreux maires l'ayant déjà mis en place ; Par exemple Jean-Jacques Thommas, maire de Laboissière, rappelle que lors du démarrage du concept, il avait été prévu une réunion annuelle avec la gendarmerie pour en faire le bilan, mais qu'elle n'a jamais eu lieu, Lacqueline Vanbercel de Ste Geneviève se demande si l'installation prévue de caméra de surveillance ne rend pas obsolète le principe des voisins vigilants.

Il leur est répondu d'une part que ces réunions doivent être organisées par la municipalité, et d'autre part que les deux principes sont parfaitement compatibles. Mme Bernard

**Moment d'attention pour ces maires confrontés aux mêmes problèmes qui ont pu échanger lors de cette réunion.**

convient que la communication pourrait être améliorée entre les mairies et la gendarmerie, mais qu'elle y travaille et que la communication est une priorité à ses yeux.

Migrants, la préfecture cherche des solutions, des maires contactés

Autres sujets évoqués, les migrants et leur hébergement. Il apparaît que les services de la préfecture cherchent des solutions et se seraient enquis des possibilités de logement de migrants dans certaines communes. Cela ne manque pas d'inquiéter les élus sur la manière dont cela va se dérouler.

L'interdiction de couper l'eau, une loi qui retombe sur les maires

Le maire de Noailles, Benoît Biberon, par ailleurs signale un effet pervers de la loi « Brottes » (qui interdit aux fournisseurs d'eau de couper l'approvisionnement aux mauvais payeurs). Tout naturellement, les sociétés (dont Véolia) se tournent vers les communes pour essayer de leur faire prendre un peu en charge les impayés. Plusieurs maires confirment l'information et s'accordent à dire qu'une telle loi est une véritable incitation à ne plus payer ses factures d'eau, les

bons payeurs voyant survenir une augmentation du prix du m3 pour pallier les mauvais payeurs.

Le président de la communauté de communes du Pays de Thelle, Jean-François Mancel, signale par ailleurs que Mr Brottes a depuis quitté le parlement pour prendre la direction de RTE (réseau de transport d'électricité). Il est ainsi l'un des rares députés français ayant démissionné en cours de mandat pour prendre la tête d'une entreprise.

Où est passée la taxe pylône ?

Le maire du Coudray, Michel Le Tallec, soulève un point concernant la dotation globale de fonctionnement. En effet dit-il « jusqu'à il y a environ trois ans l'on recevait une indemnité de « pylône » de la part d'ERDF, puis cette indemnité a été supprimée et incluse dans la DGF. « Donc actuellement ERDF paye à l'Etat un montant qui ne nous est plus reversé semble-t-il. Il serait intéressant de savoir ce qu'il en est réellement ». L'ordre du jour épuisé, les participants se sont retrouvés pour un moment convivial.

Conseil à Noailles**« Il n'est pas question d'accueillir des migrants »**

Mardi, en conseil municipal, le conseiller municipal d'opposition, Alexis Mancel, s'est interrogé sur l'éventuelle arrivée de migrants. Il a d'ailleurs questionné le maire à cet effet.

« A Forges-les-Bains, non loin d'ici, on a voulu y installer une centaine de réfugiés, et une semaine avant l'installation, sans doute du fait de l'hostilité à l'installation de ces réfugiés un incendie d'origine criminelle s'est déclaré dans le local, et c'est une commune de 3700 habitants, donc je pense qu'entre Forges-les-Bains et Noailles il y a peu de différence, et je pose simplement la question de savoir si dans notre commune de Noailles on est à l'abri de ce type de mise en place de centre, et est-ce que l'on a des informations quelconques sur des sollicitations, par exemple du gouvernement ».

« Il n'est pas question d'accueillir des migrants aujourd'hui à Noailles, a répondu le maire. Il y a simplement des organismes accueillant des migrants qui se sont intéressés à la résidence des personnes âgées rue du Gymnase. La question d'Alexis Mancel n'est pas anodine, et la SA HLM de Beauvais, a été approchée pour l'acquisition de l'ancienne RPA, moi-même j'ai été contacté par les services de l'état, la préfecture, pour savoir ce que nous en pensions. C'est quelque chose à laquelle je ne suis pas favorable pour ma part, chacun pense ce qu'il veut, mais pour avoir vécu l'expulsion des occupants de la RPA, en guise de cadeau de Noël, avertis le 22 décembre qu'ils avaient six mois pour déménager, ce bâtiment fait l'objet d'un permis de construire dont on attend juste quelques modifications pour le valider il va être requalifié par la SA HLM, pour y faire 37 logements. Il y a des gens qui sont en attente de logements et je ne nous vois pas leur dire que leur demande de logement attendra encore quelques mois parce que l'on préfère y loger des migrants. J'ai bien conscience que la problématique des migrants ne s'arrête pas aux frontières de la commune. »

Brigade de gendarmerie de Noailles**La seule femme officier de l'Oise au commandement**

Depuis le 1er août 2016, la brigade de gendarmerie de Noailles est sous le commandement d'une Lieutenant de 41 ans, Karlen Bernard, originaire de Loire-Atlantique.

Elle a choisi une carrière militaire après avoir obtenu un deug "Administration économique et sociale". Puis elle a intégré l'école de sous-officiers de Montluçon (Allier).

La « seule école mixte à l'époque » se souvient-elle. « J'ai ensuite servi dans une brigade rurale de la Sarthe, car j'ai toujours voulu être gendarme, dit-elle. Servir mon pays. Etre utile aux gens. » A sa demande, elle a ensuite intégré une brigade péri-urbaine (Nantes) où elle passe son diplôme d'officier de police judiciaire, puis devient formatrice au sein de l'école de Montlu-

çon.

La suite de sa carrière s'effectue sur le terrain, au sein de brigades, tantôt rurales, tantôt périurbaines. Elle est affectée ensuite à la Brigade de Paris en 2014, puis la section d'appui judiciaire de Maisons Alfort, avec son grade d'adjudant-chef, elle tente le concours interne pour devenir officier, et se retrouve dans l'Oise, une région qu'elle ne connaissait absolument pas précise cette mère de deux enfants. Aujourd'hui, le lieutenant est à la tête d'une brigade de 21 gendarmes sur un secteur de 21 communes. Elle compte rencontrer tous les maires de son secteur et améliorer les relations et la communication. A ce jour, elle est la seule femme officier à occuper cette fonction.

